

Depuis qu'elle a commenté le remaniement en pointant la nomination comme Premier ministre d'un « homme blanc de droite bien techno & gros cumulard », Danièle Obono, députée La France insoumise (LFI) de Paris, est la cible d'un déferlement de haine raciste et sexiste, allant de la fachosphère jusqu'au Printemps républicain en passant par la Macronie et une certaine « gauche identitaire ». Dès 2017 alors qu'elle venait tout juste d'être élue, son refus de se soumettre à l'injonction de clamer « Vive la France ! » lors d'une émission radio avait suscité un déchaînement similaire sur les réseaux sociaux, dans les médias et dans le champ politique.

Danièle Obono revient ici sur le contexte politique et social qui explique en partie les attaques qu'elle subit aujourd'hui, de la stratégie « à droite toute ! » de Macron qui légitime l'extrême droite aux mobilisations contre le racisme et les violences policières des dernières semaines, produisant une polarisation de la société sur ces questions. Elle explicite par ailleurs la stratégie de la France insoumise dans ce contexte, en plaidant pour un mouvement qui permette « de fédérer TOUT le peuple, dans toute sa diversité, en reconnaissant toutes ses conditions, en combattant toutes les formes d'exploitation et d'oppression qui le divisent ».

Ce n'est pas la première fois que tu es la cible d'attaques : sont-elles du même ordre ? Qu'est-ce qui a changé depuis 2017 ?

En 2017, c'était le moment de l'arrivée sur la scène politique et médiatique de nouvelles têtes LFI et l'originalité, sur la forme comme sur le fond, de notre groupe a attiré beaucoup d'attention, pas toujours bien intentionnée. La focalisation qui s'est faite sur moi a tenu au fait que j'étais la seule femme noire, avec une forte sensibilité féministe et anti-raciste, et le « parler franc » commun à toutes les têtes dures insoumises. Autant dire que je suis devenue la cible idéale des racistes, sexistes et réactionnaires de tous poils.

Aujourd'hui, la forte remise en cause des violences policières, du racisme et des discriminations systémiques dans les importantes mobilisations de ces dernières semaines, a hérissé et mis sur la défensive tous ces différents courants, qui, depuis trois ans, ont été singulièrement encouragés et légitimés par les discours et les politiques macronistes. En effet, cette fois, les attaques sont peut-être plus virulentes parce qu'entre temps, en réaction aux offensives d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, il y a eu tous les mouvements sociaux, les Gilets jaunes, la mobilisation contre la réforme des retraites, les soignant·es en colère, etc., et récemment les mouvements pour la justice et l'égalité des droits. Au cours des 3 dernières années, la base sociale et la légitimité politique de ce qui est devenue la Macronie, déjà réduites en 2017 (pas d'adhésion majoritaire au programme, vote essentiellement anti-Le Pen), se sont encore rétractées. La réponse du pouvoir a été d'augmenter le niveau de répression et d'effectuer un resserrement autour de fondamentaux de droite, économiquement, socialement et idéologiquement.

Pour autant, entre 2017 et aujourd'hui, les attaques et mauvaises polémiques, contre moi, Jean-Luc Mélenchon ou La France insoumise, n'ont quasi jamais cessé. Leur nature, niveau d'intensité ou instigateur·trices varient, mais il y a une continuité dans la stratégie commune qui vise à affaiblir le mouvement d'alternative que nous représentons. Elles sont essentiellement venues du pouvoir. Mais aussi, ici et là, de manière au départ inattendue, de la gauche. Je garde un souvenir encore vif et particulièrement amer de la campagne injuste et insultante qui été faite à notre rencontre, il y a maintenant deux ans, insinuant que nous ferions partie d'une « gauche anti-migrant·es ».

Ça été d'autant plus insupportable pour moi qu'en tant que membre de la commission des Lois, j'ai été cheffe de file lors des débats sur la loi Collomb, et depuis 3 ans, avec Ugo Bernalicis en particulier, nous travaillons sans relâche sur le sujet, sans que ce soit relevé, ou à peine. Encore l'automne dernier, nous avons mené toute une série d'initiatives sur le thème de « [Pour un accueil digne](#) ». J'ai vraiment vécu ces accusations comme une mise en cause personnelle, de mon engagement militant et parlementaire. Car s'il est légitime, utile et même parfois nécessaire de s'interpeller sur des désaccords d'analyse ou de stratégie sur tel ou tel autre point, il faut le faire sur la base de faits, réels, et pas des procès d'intention ou en nous attribuant une position qui n'est pas la nôtre. Certainement pas en méprisant l'engagement des Insoumis-es dans les luttes et causes communes, sous prétexte que nous ne formulons pas les revendications exactement de la même manière. Et en appliquant la même exigence à tous et toutes.

Bref, le danger ce n'est pas Danièle Obono qui critique la reproduction sociale des élites françaises en nommant les choses par leur nom ou Jean-Luc Mélenchon qui participe à une manifestation contre l'islamophobie. Ni même le fait que LFI appelle à s'interroger et agir sur les causes des migrations forcées. Le danger c'est la diffusion et la légitimation des discours de droite et d'extrême-droite et leurs mises en œuvre politiques. Et l'enjeu pour nous, forces progressistes et radicales qui voulons changer ce monde, c'est d'élaborer un programme et une stratégie pour vaincre Macron et son assurance-vie d'extrême-droite.

Comment analyses-tu ce qu'il t'arrive actuellement ?

Il y a plusieurs niveaux. Tout d'abord, la réussite impressionnante des manifestations des 2 et 13 juin derniers, dans le sillage étatsunien mais aussi des luttes propres au racisme et aux violences policières en France, a donné à ces questions une légitimité et une centralité inédites. Plusieurs récents rapports ont permis d'enfoncer le clou en soulignant la prégnance du racisme dans la société française, comme [celui du Défenseur des droits](#) qui évoque le racisme systémique et [celui de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme](#) (CNCDDH) qui dénonce « un racisme de plus en plus agressif ». Bien sûr, ces questions sont portées par les militant·es, collectifs et mouvements sociaux antiracistes depuis des années. Mais elles acquièrent enfin une forte résonance médiatique.

C'est dans ce contexte particulier qu'il faut inscrire les attaques spécifiques dont je fais l'objet, ainsi que les quelques rares autres femmes noires, comme Rokhaya Diallo et plus récemment Assa Traoré, qui sont devenues visibles dans l'espace politico-médiatique en portant un discours de révolte et de remise en cause du statut quo.

Avec l'intensification de la crise et de l'instabilité du système, il y a une polarisation sociale et politique. Entre les mouvements sociaux massifs d'un côté et l'idéologie d'extrême-droite de l'autre. Le fait que je puisse être traitée, implicitement ou explicitement, de « raciste anti-blancs », y compris dans une certaine « gauche », pour avoir pointé les biais discriminants de la reproduction sociale à l'œuvre dans la nomination de Jean Castex, traduit à la fois la faillite intellectuelle de mes accusateurs·trices, une victoire idéologique de l'extrême-droite qui a réussi à diffuser et faire accréditer dans le paysage politico-médiatique cette théorisation fumeuse, et le ciblage systématique dont LFI fait l'objet.

Il y a à peine 1 an, Marlène Schiappa, ministre macroniste, avait fait une remarque similaire dans un magazine de droite, qu'elle a ensuite tweetée, sans susciter la moindre réaction^[1]. Emmanuel Macron lui-même a utilisé l'expression « mâles blancs », pour se donner un

"Ce qui est en jeu, c'est la construction d'une majorité de rupture et d'alternative". Entretien avec D. Obono

<https://www.contretemps.eu> redaction

genre faussement « woke » [littéralement « réveillé », c'est-à-dire conscient du racisme systémique et du privilège blanc], et personne, en dehors peut-être de quelques trolls fachos, ne l'a accusé de « racisme anti-blancs » [2]. Vous avez dit privilège ?

Ce qui est inquiétant, c'est que les attaques à mon encontre ne viennent pas uniquement de l'extrême-droite. La Macronsphère, les sbires du Printemps républicain et celles et ceux que j'appelle les Tartuffes d'une certaine « gauche », ont très rapidement emboité le pas. Valérie Rabault, présidente du groupe parlementaire socialistes et apparentés, [déclare le 5 juillet sur une radio](#), alors que le déluge de haine à mon encontre bat son plein :

« Dès que vous définissez une personne par sa couleur de peau, c'est une forme de racisme [...] Ce tweet de @Deputee_Obono n'est pas acceptable. Qu'est-ce qu'on a besoin de définir un responsable politique par sa couleur de peau? Si elle avait cité une autre couleur, j'imagine qu'on aurait pu avoir d'autres commentaires ».

Avec cette intervention, elle fait preuve : 1. d'une ignorance crasse sur ce qu'est le racisme ; 2. d'un opportunisme écœurant qui vise à salir à travers moi La France insoumise. Que ces propos relèvent de la première hypothèse, de l'autre ou des deux, ils sont symptomatiques de ce courant social-libéral qui a enfanté Valls et Macron à qui la Hollande a ouvert les portes du pouvoir.

La poignée de ses dirigeant·es qui ne sont pas passé·es avec armes et bagages à la Macronie, souvent plus faute de places restantes qu'autre chose, tentent aujourd'hui de retrouver une crédibilité et une légitimité perdues à force de trahisons et compromissions en essayant de disqualifier l'alternative que nous représentons. Elles et ils n'ont ainsi pas eu un mot de protestation et de solidarité quand le pouvoir a lancé son harcèlement judiciaire contre nous, quand des syndicats factieux ont organisé de grotesques manifestations sous nos fenêtres, ou quand un groupe d'extrême-droite nous a agressé·es lors d'une manifestation antiraciste, voire même ont relayé les insinuations les plus infamantes sur nous.

Il faut répondre aussi à cette offensive-là, qui ne date pas d'hier, sur le fond et sur la forme. Aller au bout du débat, vider l'abcès. Ce qui est en jeu, au-delà de ma personne, c'est la construction d'une majorité de rupture et d'alternative, débarrassées des scories idéologiques de cette « gauche ».

Le moment s'y prête. Il y a une dynamique de convergence inédite entre différents mouvements de jeunesse notamment qui se mobilisent sur les questions climatiques et contre les violences policières[3]. L'appel commun « Génération Adama - Génération climat » à [la 4^e marche pour Adama Traoré](#) le 18 juillet à Beaumont-Sur-Oise, en sera, j'espère, une nouvelle démonstration.

Qu'est-ce que cela signifie, aller au bout du débat ?

Cela signifie contester la convergence des réactionnaires, d'extrême-droite, de droite et des gauches social-libérale et souveraino-identitaire.

Non, le « racisme anti-blancs » n'existe pas. Il existe des préjugés, de la haine même

"Ce qui est en jeu, c'est la construction d'une majorité de rupture
et d'alternative". Entretien avec D. Obono redaction

<https://www.contretemps.eu> parfois, mais pas de « racisme » de ce type au sens d'un système, historique, économique, politique, social et/ou culturel, de domination et d'oppression, qui produit et reproduit des discriminations.

La lutte pour l'égalité des droits une question politique, sociale et démocratique, à part entière. L'oppression n'est pas un problème « sociétal », secondaire, mais structurel. Elle ne concerne pas que les personnes minorisées mais toute la société. Il faut apprendre à en identifier les mécanismes pour les déconstruire. Et élaborer des politiques publiques volontaristes pour les éradiquer. Ce que n'ont pas voulu/su faire jusque-là et jusqu'au bout les gouvernements dits « de gauche » au-delà des pétitions de principes.

Il y a un enjeu à affirmer ce travail de déconstruction : le propos qui est mis en cause sur Jean Castex pointe la reproduction dans les élites françaises, c'est un fait étudié, connu et reconnu scientifiquement, très largement admis. Le nier est proprement réactionnaire. Discutons, débattons, en s'appuyant sur l'apport des sciences sociales notamment, riches de décennies de travaux sur le sujet, pour agir et transformer cette réalité, comme c'est notre responsabilité en tant que citoyen·nes engagé·es et responsables politiques.

À ce sujet, que penses-tu du nouveau gouvernement ?

Le nouveau gouvernement, c'est la réponse de la réaction. Quand on voit qu'à l'Intérieur, Macron a fait nommer Gérald Darmanin, un sarkozyste pur et dur, qui a soutenu les mouvements homophobes contre le mariage pour tous·tes, et qui est sous le coup d'une plainte pour viol, on ne peut qu'être sidéré·e. C'est d'une violence symbolique sans nom. Qui appelle à la révolte et à la mobilisation ? La Macronie affirme par là-même son identité dans de tels choix et sa volonté de rassembler une majorité idéologique bien ancrée à droite, en donnant des gages à l'extrême-droite.

Pour la petite histoire, il y a quelques mois, j'ai appris que quand j'ai été nommée au conseil de l'UFR 11 de Paris 1, à la Sorbonne, il y a eu des pressions de la ministre Frédérique Vidal d'une part, du Premier ministre Edouard Philippe d'autre part, et même de... Brigitte Macron qui serait intervenue pour que j'en sois exclue. Pour ces gens, une Danièle Obono n'a pas sa place à la Sorbonne. Ça les enrage que non seulement j'ai pu être choisie par l'ensemble du conseil pour siéger en tant que personnalité invitée, mais que je sois moi-même diplômée de cette université. Idéologiquement d'ailleurs, il y a une forme d'anti-intellectualisme dans cet univers dominant. C'est ce que révélait [le propos de Macron](#) quand, pour seule réaction aux récentes mobilisations antiracistes, il a accusé le monde universitaire d'avoir perverti la jeunesse et « cassé la République en deux ». Il y a, ces dernières années un « backlash » contre les chercheurs et chercheuses qui travaillent sur ces questions et sont de plus en plus la cible d'attaques de tous ordres. Il s'agit d'une réaction autoritaire au niveau social et économique mais également idéologique et politique. De la répression des Gilets Jaunes à l'état d'urgence, en passant par ce nouveau gouvernement, il y a un continuum.

Et dans LFI, quelles sont les discussions ?

Il y a des débats, il y en a toujours eu. Certain·es sont parfois un peu surpris·es ou en désaccord avec telle ou telle autre position. Ce qui est tout à fait normal et légitime. Le

débat permet aussi d'apprendre, de se former. Je trouve que, globalement, malgré des moments pas toujours simples à gérer, on a plutôt positivement avancé sur ces questions. Certes, quelquefois cela s'est fait un peu à notre corps défendant, comme lorsqu'on a été confronté l'an dernier aux propos d'Henri Peña Ruiz sur [le « droit à être islamophobe »](#). C'est un moment qu'on a réussi à traverser, en discutant, parfois âprement, mais toujours avec un profond respect mutuel. Et en gardant en tête l'importance de ce que, tous et toutes, avec nos différentes approches, histoires et sensibilités (et pas malgré elles), nous construisons ensemble, un mouvement de La France insoumise au service des luttes et de l'alternative, qu'il fallait préserver et faire grandir.

Parce que c'est aussi et surtout, pour moi, une question stratégique. Ce qui est en jeu, c'est de fédérer le peuple, de fédérer TOUT le peuple, dans toute sa diversité, en reconnaissant toutes ses conditions, en combattant toutes les formes d'exploitation et d'oppression qui le divisent. Il faut se former à ces questions, débattre, mais surtout agir, se tourner vers l'extérieur, se mobiliser pour nos valeurs. C'est dans l'action, aux côtés de celles et ceux qui luttent pour leur vie et leur dignité, que se testent la validité et la solidité de nos idées et principes. Et c'est ce qu'on a fait : le 11 novembre, le 2 juin, et qu'on fera le 18 juillet comme chaque année. Combien, parmi celles et ceux qui nous flétrissent dans ces « gauches » réactionnaires, en ont fait autant ? De quels côtés du drapeau et de la barricade se trouvaient-elles et ils ? Qui ont-elles et ils choisi de défendre ou de vilipender ? Je suis fier de pouvoir dire que nous avons toujours été, depuis 3 ans, dans la rue comme à l'Assemblée nationale, du « bon » côté, celui du peuple des gens qui luttent pour un monde meilleur. On se trompe parfois, on fait des erreurs, mais on essaie, on avance.

Comment soutiens-tu ces luttes, justement, en tant que députée ?

Bien sûr, j'essaie d'être au maximum présente dans les mobilisations. C'est l'essence de notre conception de la fonction d'élu·es. Là que nous puisons nos forces et les revendications que nous portons à l'Assemblée. Et le plus gros du travail c'est précisément celui de l'élaboration, de la production de ces propositions, sous formes d'amendements aux projets de loi macronistes, ou de nos propres textes et initiatives. La majorité macroniste a rejeté toutes les propositions que nous avons formulées depuis 3 ans. Comme la création auprès des administrations partout sur le territoire de pôles "égalité" visant à un meilleur dispositif de promotion et de garantie du droit à la non-discrimination des agent·es. Ou celle d'un pôle judiciaire spécialisé de lutte contre les discriminations pour accueillir et accompagner les victimes^[4]. L'an dernier, le groupe a organisé un [colloque sur la lutte pour l'égalité et contre les discriminations](#). Nous avons proposé lors de nos niches parlementaires [l'introduction du récépissé de contrôle d'identité](#) pour lutter contre les contrôles discriminatoires au faciès ainsi que l'interdiction des techniques d'immobilisation létales. Avec Ugo Bernalicis, on travaille sur des propositions de lois cadres sur ces questions, à partir de tout ce qu'on a déjà produit, autour de trois axes : droits/égalité ; justice ; sûreté/sécurité. Il s'agit de mettre en forme. L'objectif est de constituer un corpus parlementaire qui rassemble les principales mesures (législatives et réglementaires), que nous mettrons en œuvre sur ces sujets précis, et d'autres, quand nous serons, avec d'autres, majoritaires et au pouvoir.

Propos recueillis par Fanny Gallot.

Notes

[1] « A la tête de la haute administration, on a principalement des hommes, blancs, qui ont fait l'ENA. On manque terriblement de diversité dans les parcours. Quand tout le monde a le même logiciel il n'y a plus d'intelligence collective. » [@MarleneSchiappa](#), 6 janvier 2019, tiré de « Schiappa : "Les Gilets jaunes sont un peu les jusqu'au-boutistes d'En marche !" », *Le Point*, 6 janvier 2019,

[2] « Banlieues: "Ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s'échangent un rapport", déclare Macron à propos du plan Borloo », [@BFMTV](#), 22 mai 2018.

[3] «Action contre les violences policières devant le ministère de l'Intérieur avec les militants d'@xrFrance », [@RebyBusine](#), 23 juin 2020.

[4] [Amendement n°316](#), après l'article 54, *Loi de programmation 2019-2022 et de réforme de la Justice*, novembre 2018 ; [amendement n°729](#), article 29, Transformation de la fonction publique, juin 2019.